

2FP

Société par actions simplifiée
Au capital de 540 000 euros

Siège social : 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA

STATUTS

LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Franck PASTOUREL, né le 02 décembre 1971 à TOULOUSE (31), de nationalité française, demeurant 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, marié avec Madame Frédérique PASTOUREL, née ALONSO le 18 novembre 1969 à ROUEN (76), de nationalité française, sous le régime de la Communauté universelle,

Madame Frédérique PASTOUREL, née ALONSO, née le 18 novembre 1969 à ROUEN (76), de nationalité française, demeurant 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, mariée avec Monsieur Franck PASTOUREL, né le 02 décembre 1971 à TOULOUSE (31), de nationalité française, sous le régime de la Communauté universelle, aux termes du contrat de mariage établi le 31 août 2019,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux.

ARTICLE 1 - FORME

Il existe entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'achat, la propriété et la gestion de valeurs mobilières et droits sociaux ;
- La gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et de droits sociaux, et, d'une façon générale, toutes opérations relatives à la gestion d'un portefeuille de titres ;
- La réalisation de toutes prestations administratives, financières, commerciales, comptables, informatiques, tant pour elle-même que pour toutes sociétés au sein desquelles elle détiendra, directement ou indirectement, une participation ;
- Les prêts financiers et avances de trésorerie au profit de sociétés filiales, ainsi que toutes garanties au profit desdites sociétés dans les limites légales et réglementaires en vigueur ;

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : "ZFP".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **19 bis impasse du Mouy 31130 BALMA.**

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés ou par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la plus prochaine décision collective des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Les soussignés apportent à la Société :

Apports en nature de titres de société

Monsieur Franck PASTOUREL apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

255 actions de la société E.R.C.I
Valeur totale : 275 400 euros

En rémunération de cet apport, il est attribué à Monsieur Franck PASTOUREL 27 540 actions intégralement libérées.

Madame Frédérique PASTOUREL apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

245 actions de la société E.R.C.I
Valeur totale : 264 600 euros

En rémunération de cet apport, il est attribué à Madame Frédérique PASTOUREL 26 460 actions intégralement libérées.

Estimation des apports

Cette estimation a été effectuée au vu d'un rapport établi en date du 10 juin 2024, sous sa responsabilité, par la société OTTI, commissaire aux apports désigné à l'unanimité des futurs associés en date du 14 mai 2024. Le rapport a été déposé à l'adresse du siège social trois jours au moins avant la signature des statuts et un exemplaire demeurera annexé à chacun des originaux des présentes.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinq-cent-quarante-mille euros (540 000 euros).

Il est divisé en 54 000 actions de 10 euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyens et selon toutes modalités prévus par la loi. Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances régies par l'article L. 228-91 du Code de commerce sont autorisées par la collectivité des associés statuant à la majorité des trois-quarts des voix, sur rapport du Président et rapport spécial du Commissaire aux Comptes, s'il en existe, conformément aux articles L. 225-129 à L. 225-129-6 du Code de commerce.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires d'actions existantes.

Toutefois, conformément à l'alinéa 5 de l'article L. 228-11 du Code de commerce, les actions de préférence auxquelles est attaché un droit limité de participation aux dividendes, aux réserves ou au partage du patrimoine en cas de liquidation sont privées de droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital en numéraire.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation, le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur. Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai d'un mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 12 - PRÉEMPTION

La cession d'actions de la Société à un tiers est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il

s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de deux mois de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui disposeront d'un délai de deux mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de deux mois, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts. Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément suivante :

ARTICLE 13 - AGRÉMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance de référé du Président du Tribunal de commerce, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée que par décision collective des associés statuant à la majorité des trois-quarts des voix.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 14 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 15 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfiques et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 16 - INDIVISIBILITÉ DES ACTIONS - NUE-PROPRIÉTÉ - USUFRUIT

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-proprétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, pour les décisions autres que celles relatives à l'affectation des bénéfices, le nu-proprétaire et l'usufruitier peuvent convenir que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier. La convention est notifiée par lettre recommandée à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Lorsqu'une action est grevée d'usufruit, les droits du nu-proprétaire et de l'usufruitier sont, sauf convention contraire des parties, répartis de la manière suivante :

- les dividendes et le report à nouveau reviennent à l'usufruitier ;
- le nu-proprétaire a droit aux réserves mais en cas de distribution de ces réserves, l'usufruitier a un droit de jouissance sur les sommes distribuées, sous la forme d'un quasi-usufruit, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit ;
- lors du partage, le boni de liquidation et le remboursement des apports reviennent au nu-proprétaire mais restent soumis à l'usufruit, l'usufruitier pouvant disposer librement des sommes correspondantes, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit (C. civ., art. 587, quasi-usufruit).

ARTICLE 17 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la moitié des voix.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Révocation

Le Président peut être révoqué pour un juste motif, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 25 % du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité de la moitié des voix. Toute révocation intervenant sans qu'un juste motif soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

Rémunération

Le Président pourra percevoir une rémunération au titre de ses fonctions, laquelle sera fixée et modifiée par décision de la collectivité des associés. Elle pourra être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Outre cette rémunération, il sera remboursé, sur justificatifs, des frais qu'il exposera dans l'accomplissement de ses fonctions.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 18 - DIRECTEUR(S) GÉNÉRAL(AUX)

Désignation

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à la majorité de la moitié des voix une ou plusieurs personnes physiques ou une ou plusieurs personnes morales pour l'assister en qualité de Directeur Général.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du ou des Directeurs Généraux est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le ou les Directeurs Généraux conservent leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le ou les Directeurs Généraux peuvent démissionner de leur mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis d'un mois, lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du ou des Directeurs Généraux démissionnaires.

Révocation

Le ou les Directeurs Généraux peuvent être révoqués à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés sur proposition du Président, prise à la majorité de la moitié des voix. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le ou les Directeurs Généraux sont révoqués de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le ou les Directeurs Généraux peuvent recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le ou les Directeurs Généraux sont remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le ou les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le ou les Directeurs Généraux disposent du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIÉS

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer par décision collective ordinaire un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, en application de l'article L. 823-1 du Code de commerce.

Cette nomination est obligatoire si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, les seuils définis légalement et fixés par décret. Le Commissaire aux Comptes sera nommé pour un mandat de six exercices et exercera son mandat dans le cadre d'un audit légal classique.

Si un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital en font la demande, la Société sera également tenue de désigner un Commissaire aux Comptes, pour un mandat de trois exercices et sera soumise à l'audit légal "petites entreprises".

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital. La durée de son mandat sera de six exercices.

Dans le cas où une telle nomination demeure facultative, la collectivité des associés disposera toujours de la faculté de désigner volontairement un Commissaire aux Comptes, à la majorité de la moitié des voix, dans les conditions prévues à l'article L. 225-228 du Code de commerce. La Société pourra limiter la durée du mandat à trois exercices et sera ainsi soumise à l'audit légal "petites entreprises".

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 21 - DÉCISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,

- augmentation des engagements des associés,
- agrément des cessions d'actions,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social.

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 22 - FORME ET MODALITÉS DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous signature privée. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Lorsque les décisions sont prises en assemblée générale, l'assemblée peut se dérouler physiquement ou, dans les conditions fixées par les lois et règlements, par tous moyens de télécommunication électronique. En application des dispositions de l'article R. 225-97 du Code de commerce, et afin de garantir l'identification et la participation effective à l'assemblée des associés y participant par des moyens de visioconférence ou de télécommunication, ces moyens devront transmettre au moins la voix des participants et satisfaire à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 23 - CONSULTATION ÉCRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de cinq jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 24 - ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité social et économique en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 25 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les deux jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par mail.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, le président de séance peut décider de mentionner l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de droits de vote dont il dispose, dans le procès-verbal ou dans une feuille de présence qu'il certifiera après l'avoir fait émarger par les associés présents et les mandataires. Le bureau de l'assemblée peut annexer à la feuille de présence, le cas échéant, sous format électronique ou numérisé la procuration ou le formulaire de vote par correspondance portant les nom, prénom usuel et domicile de chaque associé mandant ou votant par correspondance, le nombre d'actions dont il est titulaire et le nombre de voix attaché à ces actions. Toutefois, lorsque l'assemblée se tient exclusivement par visioconférence ou par des moyens de télécommunication, l'émargement par les associés n'est pas requis.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 25 - RÈGLES D'ADOPTION DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Majorité

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des trois-quarts des voix. Les autres décisions seront prises à la majorité de la moitié des voix.

ARTICLE 26 - PROCÈS-VERBAUX DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés et signés par le Président, le secrétaire, les associés présents et les mandataires des associés représentés. Les procès-verbaux peuvent être établis et le registre peut être tenu sous forme électronique.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des

délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote. En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés. Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés conformes, y compris de façon électronique, par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 27 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIÉS

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés quinze jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 28 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 septembre 2025.

ARTICLE 29 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et le cas échéant, l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et les charges de l'exercice, ainsi que le cas échéant, l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et du rapport du ou des Commissaires aux Comptes, s'il en existe. Lorsque la

Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 30 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 31 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 32 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social ou de réduire son capital social du montant nécessaire pour que la valeur des capitaux propres soit au moins égale à la moitié de son montant.

À défaut, si le capital social est supérieur au seuil fixé par la réglementation, la Société devra réduire son capital pour le ramener à une valeur inférieure ou égale à ce seuil en disposant d'un nouveau délai expirant à la clôture du deuxième exercice suivant celui fixé pour le terme du premier délai de régularisation.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 33 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision collective des associés aux conditions fixées par la loi.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 34 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 35 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ARTICLE 36 - NOMINATION DES DIRIGEANTS

Nomination du Président

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Monsieur Franck PASTOUREL
Né à TOULOUSE (31) le 02 décembre 1971
De nationalité française
Demeurant 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA

Monsieur Franck PASTOUREL accepte les fonctions de Président et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 37 - FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS - FRAIS

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la Société et notamment :

- signer et faire publier l'avis de constitution dans un support habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social ;
- procéder à toutes déclarations auprès du guichet unique électronique des formalités d'entreprises ;
- effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- à cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la Société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'accomplir l'ensemble des formalités de publicité, de dépôt et autres pour parvenir à l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Fait à BALMA
Le 12 juin 2024

Franck PASTOUREL

« Bon pour acceptation des fonctions de Président »

Signé électroniquement
Franck PASTOUREL

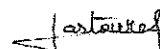
Signed with
universign



Frédérique PASTOUREL, née ALONSO

Signé électroniquement
Frédérique PASTOUREL

Signed with
universign



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Monsieur Franck PASTOUREL,
Né le 02 décembre 1971 à TOULOUSE (31),
de nationalité française,
demeurant 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA,
Marié avec Madame Frédérique PASTOUREL, née ALONSO, née le 18 novembre 1969 à ROUEN (76),
de nationalité française, sous le régime de la Communauté universelle, aux termes du contrat de
mariage établi le 31 août 2019,

Ci-après dénommé "l'apporteur",

D'une part,

ET

La société **2FP**, société par actions simplifiée en formation au capital de 540 000 euros, dont le siège social sera fixé 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, représentée aux présentes par Monsieur Franck PASTOUREL,

Ci-après dénommée "la société bénéficiaire",

D'autre part,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

Monsieur Franck PASTOUREL, soussigné de première part, apporte à la société 2FP, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Franck PASTOUREL, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

255 actions de 40 euros chacune, entièrement libérées, de la société E.R.C.I, société par actions simplifiée au capital de 20 000 euros, dont le siège social est 19 bis impasse du Mouy, 31 130 BALMA, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 507 457 844 RCS TOULOUSE,

Lesdites actions évaluées globalement à la somme de deux-cent-soixante-quinze-mille quatre-cents euros (275 400 euros), soit mille-quatre-vingts euros (1 080 euros) pour chaque action.

Ils ont fait l'objet d'une évaluation par la société OTTI, désigné en qualité de commissaire aux apports à l'unanimité des futurs associés en date du 14 mai 2024, dont le rapport est annexé aux présentes.

DÉCLARATIONS

L'apporteur déclare que :

- il n'a jamais été en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaires, et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable,
- il est propriétaire des actions apportées et a la pleine capacité pour en disposer,
- les actions apportées ne sont grevées d'aucune inscription et n'ont fait l'objet d'aucun transfert de garantie,
- la société E.R.C.I n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaires, et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à 275 400 euros, il sera attribué à l'apporteur 27 540 actions d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées.

VÉRIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport ne deviendra définitif qu'après la signature des statuts, aux termes desquels il sera procédé à l'évaluation définitive des apports en nature au vu du rapport établi par le commissaire aux apports. Cette signature devra intervenir au plus tard le 15 juin 2024 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avénu, sans indemnité de part ni d'autre.

Agrément de la société 2FP

Aux termes d'une délibération en date du 14 mai 2024, la collectivité des associés de la société E.R.C.I, réunie en Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir pris connaissance du présent projet d'apport, a agréé expressément la société 2FP en qualité de nouvelle associée.

DÉCLARATIONS FISCALES

Le présent apport sera enregistré gratuitement dans les conditions prévues à l'article 810, I du Code général des impôts.

Les parties déclarent que la présente opération est susceptible de bénéficier du report d'imposition des plus-values d'apport de titres prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts dans la mesure où cet apport de titres est réalisé en France, à une société soumise à l'impôt sur les sociétés et que cette société est contrôlée par l'apporteur. Cette dernière condition est appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par l'apporteur à l'issue de l'opération d'apport.

Le report d'imposition prendra fin et deviendra imposable au titre de l'année en cours de laquelle interviendra l'un des événements décrits à l'article 150-0 B ter précité.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur à son domicile ou siège social, indiqué en tête des présentes,
- la société bénéficiaire en son siège social également indiqué en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ


Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Fait à BALMA
Le 12 juin 2024

Franck PASTOUREL

A titre personnel et en qualité de Président de la société E.R.C.I

Signé électroniquement :
Franck PASTOUREL

 Signed with
universign





SAS 2FP

Société par actions simplifiée
au capital de 540 000 €
9 bis impasse du Mouy
31130 BALMA

Rapport du Commissaire aux Apports



compta | audit | conseil
25 bis avenue Marcel Dassault
31500 Toulouse

Rapport du Commissaire aux apports
Apport de titres de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE
détenus par Monsieur et Madame PASTOUREL à la société 2FP.

Aux associés,

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par décision unanime des associés de la société 2FP en date du 14 mai 2024, concernant l'apport en nature des titres détenus par Monsieur et Madame PASTOUREL au profit de la société 2FP, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L225-8 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans les contrats d'apports qui nous ont été communiqués par mail. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des part sociales à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports,
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports,
3. Conclusion.

1. PRÉSENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. Contexte de l'opération

Monsieur et Madame PASTOUREL, ont décidé d'apporter sous les garanties ordinaires de fait et de droit à la société 2FP, 500 actions qu'ils détiennent dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit 100% des titres de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE.

1.2. Présentation des sociétés et/ou des parties et Intérêts en présence

1.2.1. Personnes physiques apporteuses

Monsieur Franck PASTOUREL, né le 02 décembre 1971 à TOULOUSE (31), de nationalité française, demeurant 19 bis Impasse du Mouy, 31130 BALMA, marié avec Madame Frédérique PASTOUREL, sous le régime de la Communauté universelle, aux termes du contrat de mariage établi le 31 août 2019.

Madame Frédérique PASTOUREL, née ALONSO le 18 novembre 1969 à ROUEN (76), de nationalité française, demeurant 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, mariée avec Monsieur PASTOUREL, sous le régime de la Communauté universelle, aux termes du contrat de mariage établi le 31 août 2019.

1.2.2. Société bénéficiaire : 2FP

La société 2FP est une société par actions simplifiée, au capital de 540 000 euros, ayant son siège social au 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, en cours de constitution.

Elle sera dirigée par un Président, Monsieur Franck PASTOUREL.

Le capital social sera divisé en 54 000 actions, de dix euros (10€) de valeur nominale détenues par :

- Monsieur Franck PASTOUREL à concurrence de 27 540 actions soit 51%,
- Madame Frédérique PASTOUREL à concurrence de 26 460 actions soit 49%.

La Société aura pour objet, en France et à l'étranger :

- L'achat, la propriété et la gestion de valeurs mobilières et droits sociaux ;
- La gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et de droits sociaux, et, d'une façon générale, toutes opérations relatives à la gestion d'un portefeuille de titres ;
- La réalisation de toutes prestations administratives, financières, commerciales, comptables, informatiques, tant pour elle-même que pour toutes sociétés au sein desquelles elle détiendra, directement ou indirectement, une participation ;
- Les prêts financiers et avances de trésorerie au profit de sociétés filiales, ainsi que toutes garanties au profit desdites sociétés dans les limites légales et réglementaires en vigueur ;

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre. Elle clôturera son premier exercice social le 30 septembre 2025.

L'apport sera le suivant :

- Apport en nature par Monsieur Franck PASTOUREL, de 255 actions qu'il détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE.
- Apport en nature par Madame Frédérique PASTOUREL, de 245 actions qu'elle détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE.

1.2.3. Société dont les titres sont apportés : E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE

La société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE est une société par actions simplifiée au capital social de 20 000 euros, dont le siège social est situé 19 bis Impasse du Mouy 31130 BALMA, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 507 457 844.

Le capital social de la société est divisé en 500 actions numérotées de 1 à 500 d'une valeur nominale de 40€ chacune, détenue par :

- Monsieur Franck PASTOUREL à hauteur de 255 actions ;
- Madame Frédérique PASTOUREL à hauteur de 245 actions.

La société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE a pour objet :

- Le câblage, réseaux informatiques, électricité, courant fort, courant faible, climatisation, antennes tertiaires, antennes réseaux informatiques, automatismes, alarmes, téléphonie, détection incendie ;
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Le Président de la société est Monsieur Franck PASTOUREL.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Elle a clôturé son dernier exercice social le 31 décembre 2023.

L'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023 s'est tenue le 22 mars 2024 et a décidé d'affecter le résultat s'élevant à 86 485 euros de la manière suivante :

- 17 143 euros à titre de dividendes aux associés ;
- 69 342 euros aux autres réserves.

1.3. Description de l'opération

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport

Les modalités des apports sont exposées de manière détaillée dans les projets des contrats d'apports qui nous ont été communiqués par mail le 1 mai 2024.

Elles peuvent se résumer comme suit :

- Monsieur Franck PASTOUREL apporte à la société 2FP, 255 actions qu'il détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit la totalité des titres qu'il détient représentant 55% du total des actions de la société.
- Madame Frédérique PASTOUREL apporte à la société 2FP, 245 actions qu'elle détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit la totalité des titres qu'elle détient représentant 45% du total des actions de la société.

La société 2FP aura la propriété et la jouissance de l'ensemble des titres apportés à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Conformément à l'article 14 des statuts de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, les associés ont donné leur agrément pour les apports des actions de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE par Monsieur et Madame PASTOUREL à la société 2FP lors de l'assemblée générale extraordinaire du 14 mai 2024.

La plus-value réalisée dans le cadre de l'apport de titres tels que définis à l'article 150-0 A du Code général des impôts à une société soumise à l'impôt sur les sociétés sera placée en report d'imposition conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

1.3.2. Conditions suspensives

L'apport ne deviendra définitif qu'après signature des statuts constitutifs de la Société bénéficiaire, qui devra intervenir au plus tard le 15 juin 2024.

1.3.3. Origine de propriété

Monsieur et Madame PASTOUREL sont régulièrement propriétaire des 500 actions de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE pour les avoir souscrites à la constitution de la société par apports en numéraire.

1.4. Nature, évaluation et rémunération des apports

1.4.1. Nature et Evaluation des apports

Monsieur Franck PASTOUREL apporte à la société 2FP, sous les garanties ordinaires et de droit :

- 255 actions qu'il détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit la totalité des titres qu'il détient représentant 55% du total des actions de la société, évaluées à **DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE QUATRE CENT EUROS (275 400 €)**, soit d'une valeur unitaire de 1 080€.

Madame Frédérique PASTOUREL apporte à la société 2FP, sous les garanties ordinaires et de droit :

- 245 actions qu'elle détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit la totalité des titres qu'il détient représentant 45% du total des actions de la société, évaluées à **DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE SIX CENT EUROS (264 600 €)**, soit d'une valeur unitaire de 1 080€.

La valeur de l'apport a été fixée d'un commun accord entre les parties selon les trois derniers comptes annuels clos et une moyenne d'une combinaison de 6 méthodes de valorisation (valeur patrimoniale, valeur de productivité, Capitalisation du bénéfice net moyen, Capitalisation selon l'EBE corrigé, Capitalisation de la MBA moyenne, Capitalisation CAF + Trésorerie).

1.4.2. Rémunération des apports

En rémunération de cet apport, il sera attribué :

- à Monsieur Franck PASTOUREL : **VINGT-SEPT MILLE CINQ CENT QUARANTE (27 540) actions** en pleine propriété de la société 2FP de **DIX EUROS (10€)** de valeur nominale qui seront émises lors de la constitution de la société.
- à Madame Frédérique PASTOUREL: **VINGT-SIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE (26 460) actions** en pleine propriété de la société 2FP de **DIX EUROS (10€)** de valeur nominale qui seront émises lors de la constitution de la société.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission :

- contrôler la réalité des apports,
- analyser les valeurs individuelles proposées dans les contrats d'apports,
- vérifier, jusqu'à l'établissement de ce rapport, de l'absence de faits ou d'événements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports,
- s'assurer que la valeur réelle des apports, pris dans leur ensemble, est au moins égale est au moins égale à la valeur nominale proposée dans le projet de statut,
- recenser et contrôler les avantages particuliers.

Nous avons procédé notamment aux travaux suivants :

- entretiens avec les conseils (expert-comptable et juriste) participant à l'opération et le dirigeant, tant pour comprendre l'opération envisagée et le contexte dans lequel elle se situe, que pour analyser les données et évolution de l'entreprise,
- examen des projets de contrats d'apports,
- examen des projets des statuts de la société 2FP,
- prise de connaissance de l'activité de la société dont les titres sont apportés, de leurs comptes annuels clos au 31/12/2022 et 31/12/2023,
- analyse de la pertinence de l'évaluation de l'apport,
- revue du dossier juridique des sociétés 2FP et E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE,
- contrôles de cohérence à partir des documents transmis par l'expert-comptable et le dirigeant.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à **CINQ CENT QUARANTE MILLE EUROS (540 000€)**, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Aucun avantage particulier n'a été stipulé.

Fait à Toulouse, le 10 juin 2024,

Pour OTTI
Commissaire aux apports



Matthieu ZAMBONI
Commissaire aux apports



CONTRAT D'APPORT

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

Madame Frédérique ALONSO, épouse PASTOUREL,
Née le 18 novembre 1969 à ROUEN (76),
de nationalité française,
demeurant 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA,
Mariée avec Monsieur PASTOUREL, né le 02 décembre 1971 à TOULOUSE (31), de nationalité française, sous le régime de la Communauté universelle, aux termes du contrat de mariage établi le 31 août 2019,

Ci-après dénommée "l'apporteur",

D'une part,

ET

La société ZFP, société par actions simplifiée en formation au capital de 540 000 euros, dont le siège social sera fixé 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, représentée aux présentes par Monsieur Franck PASTOUREL,

Ci-après dénommée "la société bénéficiaire",

D'autre part,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

APPORT

Madame Frédérique PASTOUREL, née ALONSO, soussignée de première part, apporte à la société ZFP, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Franck PASTOUREL, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

245 actions de 40 euros chacune, entièrement libérées, de la société E.R.C.I, société par actions simplifiée au capital de 20 000 euros, dont le siège social est 19 bis impasse du Mouy, 31 130 BALMA, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 507 457 844 RCS TOULOUSE,

Lesdites actions évaluées globalement à la somme de deux-cent-soixante-quatre-mille-six-cents euros (264 600 euros), soit mille-quatre-vingts euros (1 080 euros) pour chaque action.

Ils ont fait l'objet d'une évaluation par la société OTTI, désigné en qualité de commissaire aux apports à l'unanimité des futurs associés en date du 14 mai 2024, dont le rapport est annexé aux présentes.

DÉCLARATIONS

L'apporteur déclare que :

- il n'a jamais été en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaires, et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable,
- il est propriétaire des actions apportées et a la pleine capacité pour en disposer,
- les actions apportées ne sont grevées d'aucune inscription et n'ont fait l'objet d'aucun transfert de garantie,
- la société E.R.C.I n'a jamais été et n'est pas en état de cessation de paiements, de redressement ou liquidation judiciaires, et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

RÉMUNÉRATION DE L'APPORT

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné évalué à 264 600 euros, il sera attribué à l'apporteur 26 460 actions d'une valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées.

VÉRIFICATION ET APPROBATION DE L'APPORT

L'apport ne deviendra définitif qu'après la signature des statuts, aux termes desquels il sera procédé à l'évaluation définitive des apports en nature au vu du rapport établi par le commissaire aux apports. Cette signature devra intervenir au plus tard le 15 juin 2024 ; à défaut, le présent acte sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

Agrément de la société 2FP

Aux termes d'une délibération en date du 14 mai 2024, la collectivité des associés de la société E.R.C.I, réunie en Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du présent projet d'apport, a agréé expressément la société 2FP en qualité de nouvelle associée.

DÉCLARATIONS FISCALES

Le présent apport sera enregistré gratuitement dans les conditions prévues à l'article 810, I du Code général des impôts.

En ce qui concerne l'imposition des plus-values résultant de l'échange de titres, les parties déclarent que la présente opération est susceptible de bénéficier du sursis d'imposition des plus-values d'échange de titres prévu aux articles 150-0 B et 150-0 D, 9 du Code général des impôts dans la mesure où elle résulte d'un apport de titres à une société soumise à l'impôt sur les sociétés et non contrôlée par l'apporteur.

Les plus-values nées de l'échange de titres ne seront pas imposées mais, lors de la cession éventuelle des titres reçus en échange, le gain net sera calculé à partir du prix ou de la valeur d'acquisition des titres échangés, diminué de la soulte reçue ou majoré de la soulte versée lors de l'échange.

FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites sont à la charge de la Société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur à son domicile ou siège social, indiqué en tête des présentes,
- la société bénéficiaire en son siège social également indiqué en tête des présentes.

AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

Fait à BALMA
Le 12 juin 2024

Madame Frédérique PASTOUREL, née ALONSO

Signé électroniquement
Frédérique PASTOUREL

Signed with
universign



Monsieur Franck PASTOUREL
Pour la société E.R.C.I

Signé électroniquement
Franck PASTOUREL

Signed with
universign







OTTI

compta | audit | conseil

SAS 2FP

Société par actions simplifiée
au capital de 540 000 €
9 bis Impasse du Mouy
31130 BALMA

Rapport du Commissaire aux Apports



compta | audit | conseil
25 bis avenue Marcel Dassault
31500 Toulouse

Rapport du Commissaire aux apports
Apport de titres de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE
détenus par Monsieur et Madame PASTOUREL à la société 2FP.

Aux associés,

En exécution de la mission, qui nous a été confiée par décision unanime des associés de la société 2FP en date du 14 mai 2024, concernant l'apport en nature des titres détenus par Monsieur et Madame PASTOUREL au profit de la société 2FP, nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L225-8 du code de commerce.

L'apport envisagé est décrit dans les contrats d'apports qui nous ont été communiqués par mail. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

À cet effet, nous avons effectué nos diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des parts sociales à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Nous vous prions de trouver, ci-après, nos constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports,
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports,
3. Conclusion.

1. PRÉSENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. Contexte de l'opération

Monsieur et Madame PASTOUREL, ont décidé d'apporter sous les garanties ordinaires de fait et de droit à la société 2FP, 500 actions qu'ils détiennent dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit 100% des titres de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE.

1.2. Présentation des sociétés et/ou des parties et intérêts en présence

1.2.1. Personnes physiques apporteurs

Monsieur Franck PASTOUREL, né le 02 décembre 1971 à TOULOUSE (31), de nationalité française, demeurant 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, marié avec Madame Frédérique PASTOUREL, sous le régime de la Communauté universelle, aux termes du contrat de mariage établi le 31 août 2019.

Madame Frédérique PASTOUREL, née ALONSO le 18 novembre 1969 à ROUEN (76), de nationalité française, demeurant 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, mariée avec Monsieur PASTOUREL, sous le régime de la Communauté universelle, aux termes du contrat de mariage établi le 31 août 2019.

1.2.2. Société bénéficiaire : 2FP

La société 2FP est une société par actions simplifiée, au capital de 540 000 euros, ayant son siège social au 19 bis impasse du Mouy, 31130 BALMA, en cours de constitution.

Elle sera dirigée par un Président, Monsieur Franck PASTOUREL.

Le capital social sera divisé en 54 000 actions, de dix euros (10€) de valeur nominale détenues par :

- Monsieur Franck PASTOUREL à concurrence de 27 540 actions soit 51%,
- Madame Frédérique PASTOUREL à concurrence de 26 460 actions soit 49%.

La Société aura pour objet, en France et à l'étranger :

- L'achat, la propriété et la gestion de valeurs mobilières et droits sociaux ;
- La gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et de droits sociaux, et, d'une façon générale, toutes opérations relatives à la gestion d'un portefeuille de titres ;
- La réalisation de toutes prestations administratives, financières, commerciales, comptables, informatiques, tant pour elle-même que pour toutes sociétés au sein desquelles elle détiendra, directement ou indirectement, une participation ;
- Les prêts financiers et avances de trésorerie au profit de sociétés filiales, ainsi que toutes garanties au profit desdites sociétés dans les limites légales et réglementaires en vigueur ;

Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- La participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

L'exercice social commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre. Elle clôturera son premier exercice social le 30 septembre 2025.

L'apport sera le suivant :

- Apport en nature par Monsieur Franck PASTOUREL, de 255 actions qu'il détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE.
- Apport en nature par Madame Frédérique PASTOUREL, de 245 actions qu'elle détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE.

1.2.3. Société dont les titres sont apportés : E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE

La société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE est une société par actions simplifiée au capital social de 20 000 euros, dont le siège social est situé 19 bis impasse du Mouy 31130 BALMA, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE, sous le numéro 507 457 844.

Le capital social de la société est divisé en 500 actions numérotées de 1 à 500 d'une valeur nominale de 40€ chacune, détenue par :

- Monsieur Franck PASTOUREL à hauteur de 255 actions ;
- Madame Frédérique PASTOUREL à hauteur de 245 actions.

La société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE a pour objet :

- Le câblage, réseaux informatiques, électricité, courant fort, courant faible, climatisation, antennes tertiaires, antennes réseaux informatiques, automatismes, alarmes, téléphonie, détection incendie ;
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Le Président de la société est Monsieur Franck PASTOUREL.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Elle a clôturé son dernier exercice social le 31 décembre 2023.

L'assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2023 s'est tenue le 22 mars 2024 et a décidé d'affecter le résultat s'élevant à 86 485 euros de la manière suivante :

- 17 143 euros à titre de dividendes aux associés ;
- 69 342 euros aux autres réserves.

1.3. Description de l'opération

1.3.1. Caractéristiques essentielles de l'apport

Les modalités des apports sont exposées de manière détaillée dans les projets des contrats d'apports qui nous ont été communiqués par mail le 1 mai 2024.

Elles peuvent se résumer comme suit :

- Monsieur Franck PASTOUREL apporte à la société 2FP, 255 actions qu'il détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit la totalité des titres qu'il détient représentant 55% du total des actions de la société.
- Madame Frédérique PASTOUREL apporte à la société 2FP, 245 actions qu'elle détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit la totalité des titres qu'elle détient représentant 45% du total des actions de la société.

La société 2FP aura la propriété et la jouissance de l'ensemble des titres apportés à compter du jour où elle aura acquis la personnalité morale par son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Conformément à l'article 14 des statuts de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, les associés ont donné leur agrément pour les apports des actions de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE par Monsieur et Madame PASTOUREL à la société 2FP lors de l'assemblée générale extraordinaire du 14 mai 2024.

La plus-value réalisée dans le cadre de l'apport de titres tels que définis à l'article 150-0 A du Code général des impôts à une société soumise à l'impôt sur les sociétés sera placée en report d'imposition conformément aux dispositions de l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

1.3.2. Conditions suspensives

L'apport ne deviendra définitif qu'après signature des statuts constitutifs de la Société bénéficiaire, qui devra intervenir au plus tard le 15 juin 2024.

1.3.3. Origine de propriété

Monsieur et Madame PASTOUREL sont régulièrement propriétaire des 500 actions de la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE pour les avoir souscrites à la constitution de la société par apports en numéraire.

1.4. Nature, évaluation et rémunération des apports

1.4.1. Nature et Evaluation des apports

Monsieur Franck PASTOUREL apporte à la société 2FP, sous les garanties ordinaires et de droit :

- 255 actions qu'il détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit la totalité des titres qu'il détient représentant 55% du total des actions de la société, évaluées à **DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE QUATRE CENT EUROS (275 400 €)**, soit d'une valeur unitaire de 1 080€.

Madame Frédérique PASTOUREL apporte à la société 2FP, sous les garanties ordinaires et de droit :

- 245 actions qu'elle détient dans la société E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE, soit la totalité des titres qu'il détient représentant 45% du total des actions de la société, évaluées à **DEUX CENT SOIXANTE-QUATRE MILLE SIX CENT EUROS (264 600 €)**, soit d'une valeur unitaire de 1 080€.

La valeur de l'apport a été fixée d'un commun accord entre les parties selon les trois derniers comptes annuels clos et une moyenne d'une combinaison de 6 méthodes de valorisation (valeur patrimoniale, valeur de productivité, Capitalisation du bénéfice net moyen, Capitalisation selon l'EBE corrigé, Capitalisation de la MBA moyenne, Capitalisation CAF + Trésorerie).

1.4.2. Rémunération des apports

En rémunération de cet apport, il sera attribué :

- à Monsieur Franck PASTOUREL : **VINGT-SEPT MILLE CINQ CENT QUARANTE (27 540) actions** en pleine propriété de la société 2FP **de DIX EUROS (10€)** de valeur nominale qui seront émises lors de la constitution de la société.
- à Madame Frédérique PASTOUREL: **VINGT-SIX MILLE QUATRE CENT SOIXANTE (26 460) actions** en pleine propriété de la société 2FP **de DIX EUROS (10€)** de valeur nominale qui seront émises lors de la constitution de la société.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission :

- contrôler la réalité des apports,
- analyser les valeurs individuelles proposées dans les contrats d'apports,
- vérifier, jusqu'à l'établissement de ce rapport, de l'absence de faits ou d'évènements susceptibles de remettre en cause la valeur des apports,
- s'assurer que la valeur réelle des apports, pris dans leur ensemble, est au moins égale est au moins égale à la valeur nominale proposée dans le projet de statut,
- recenser et contrôler les avantages particuliers.

Nous avons procédé notamment aux travaux suivants :

- entretiens avec les conseils (expert-comptable et juriste) participant à l'opération et le dirigeant, tant pour comprendre l'opération envisagée et le contexte dans lequel elle se situe, que pour analyser les données et évolution de l'entreprise,
- examen des projets de contrats d'apports,
- examen des projets des statuts de la société 2FP,
- prise de connaissance de l'activité de la société dont les titres sont apportés, de leurs comptes annuels clos au 31/12/2022 et 31/12/2023,
- analyse de la pertinence de l'évaluation de l'apport,
- revue du dossier juridique des sociétés 2FP et E.R.C.I.- ELECTRICITE RESEAUX CABLAGES INFORMATIQUE,
- contrôles de cohérence à partir des documents transmis par l'expert-comptable et le dirigeant.

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à **CINQ CENT QUARANTE MILLE EUROS (540 000€)**, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Aucun avantage particulier n'a été stipulé.

Fait à Toulouse, le 10 juin 2024,

Pour OTTI

Commissaire aux apports



Matthieu ZAMBONI

Commissaire aux apports

